

	<p>L'action contribue à la mise en œuvre de deux TEI : « Cacao Durable » à 80 %, « Bas Carbone » à hauteur de 20 % ; elle contribue aussi indirectement à la troisième TEI « Paix et Stabilité ».</p> <p>Montants indicatifs des contributions des EM aux TEI. TEI « Cacao Durable »: 442 000 000 EUR: FR (AFD) identification 80 à 100 000 000 EUR; DE : 30 000 000 EUR, NL :15 000 000 EUR, BE : 10 000 000 EUR, BEI : 150 000 000 EUR. TEI « Bas Carbone » : FR : 700 000 000 EUR, DE : 200 000 000 EUR, BE : 15 000 000 EUR, ES : 5 000 000 EUR, BEI : 100 000 000 EUR.</p> <p>L'engagement de la contribution de l'UE aux Initiatives Équipe Europe prévues dans ce plan d'action annuel sera complété par d'autres contributions des partenaires de l'Équipe Europe. Il est sujet à la confirmation formelle de la contribution significative de chacun des partenaires aussi tôt que possible. Dans le cas où les Initiatives Équipe Europe et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut continuer en dehors du cadre des Initiatives.</p>
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>	
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	<p>Modalité du projet</p> <p><b>Gestion indirecte avec</b> avec Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et ENABEL</p>

## 1.2 Résumé de l'Action

L'action est structurée principalement autour de deux composantes : (i) la formation professionnelle et (ii) la migration comme opportunité de développement. L'action vise à développer une réponse aux besoins du marché du travail dans les domaines identifiés dans les TEI Cacao Durable, Bas Carbone et dans le domaine du numérique, à travers la mise en place d'un programme de formation professionnelle et l'expérimentation d'un projet pilote de mobilité légale. Elle contribue en effet à hauteur de 80 % à la mise en œuvre de la TEI Cacao durable en prenant en compte ses dimensions économique, sociale et environnementale. Quant à la TEI Bas Carbone, l'action y participe à hauteur de 20% à travers la préservation de l'environnement et l'appui à l'évaluation de l'impact climatique. A travers l'amélioration d'opportunité d'emplois des jeunes et des migrants de retour, elle contribue également de façon indirecte à la TEI « Paix et sécurité ».

Concernant la **formation professionnelle**, l'Action va permettre de mettre en place un système de formation professionnelle orienté vers les besoins du marché de l'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes. Le système reposera (à terme) sur un financement participatif État/entreprises, et sera administré directement par des entreprises, réunies au sein de Groupements d'Intérêt économique (GIE) par secteur.

Les entreprises définiront des parcours de formation répondant à leurs besoins, en s'engageant sur un nombre d'emplois offerts. En contrepartie, elles pourront mutualiser les coûts de formation. La formation professionnelle se concentrera sur les secteurs à haut potentiel en termes de génération d'emplois en Côte d'Ivoire : l'agro-mécanique appliquée en particulier à l'agro-industrie, l'agro-alimentaire, l'industrie du machinisme agricole, la mécanique industrielle, l'industrie de la mécanique automobile et le secteur du numérique. Le genre et l'environnement seront intégrés de façon systématique et transversale.

Un réseau de centres de formation professionnelle polyvalents sera rendu opérationnel (y compris par des réhabilitations et/ou des extensions des structures existantes) afin de délivrer des formations tertiaires dans les domaines suivants : responsabilités environnementales et sociales (RSE), y compris l'évaluation de l'impact climatique, métiers du numérique, gestion et administration, sécurité et hygiène, certification, etc. Afin de réduire les disparités régionales en matière d'accès aux opportunités de formation professionnelle, l'Action favorisera, dans la mesure du possible, une présence dans les principales villes secondaires du pays. Le réseau de centres coordonnera parallèlement un ensemble de parcours de formations secondaires, externalisés à travers un réseau de structures partenaires, publiques et privées. La stratégie d'externalisation permettra de réduire les coûts de formation, notamment les investissements en machines et équipements, tout en offrant une plus grande adaptabilité